



Le président-directeur

Réf. DRH/MDJ/SAB-2016

Paris, le 18 février 2016

Note à l'attention des directeurs et directeurs adjoints
de l'Etablissement Public du Musée du Louvre

Objet : Mise à jour de la procédure d'élaboration des plans de prévention à mettre en œuvre en application du Code du Travail afin d'assurer la sécurité lors des interventions des entreprises extérieures au sein des bâtiments et terrains de l'Etablissements Public du Musée du Louvre*.

La prévention des risques professionnels est un sujet qui nous concerne tous, et le plan de prévention constitue un outil important de gestion des risques.

Rendu obligatoire par le décret n°92-158 du 20 février 1992 complétant le code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure, son objectif est de prévenir les risques liés à l'interférence entre les activités, les installations et les matériels des différentes entreprises présentes sur un même site, y compris le Musée du Louvre (entreprise utilisatrice).

Ainsi, l'article R. 4512-6 du code du travail précise qu'au vu des informations et éléments recueillis au cours de l'inspection commune préalable, les chefs des entreprises utilisatrice et extérieures procèdent en commun à une analyse des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, installations et matériels. Lorsque ces risques existent, les employeurs arrêtent d'un commun accord, avant le début des travaux, un plan de prévention définissant les mesures prises par chaque entreprise en vue de prévenir ces risques.

L'article R.4512-7 du code du travail précise que ce plan de prévention doit être établi par écrit et arrêté avant le commencement des travaux dans les deux cas suivants :

1° Dès lors que l'opération à réaliser par les entreprises extérieures, y compris les entreprises sous-traitantes auxquelles elles peuvent faire appel, représente un nombre total d'heures de travail prévisible égal au moins à 400 heures sur une période inférieure ou égale à douze mois, que les

travaux soient continus ou discontinus. Il en est de même dès lors qu'il apparaît, en cours d'exécution des travaux, que le nombre d'heures de travail doit atteindre 400 heures ;
 2° Quelle que soit la durée prévisible de l'opération, lorsque les travaux à accomplir sont au nombre des travaux dangereux figurant sur une liste fixée par arrêté du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (cf. annexe).

Néanmoins, au sein de l'EPLM, lorsqu'un plan de prévention écrit n'est pas obligatoire, les mesures de prévention définies à l'article R. 4512-6 arrêtées lors de l'inspection commune préalable seront à formaliser dans un compte rendu d'inspection commune.

Afin d'assurer la réalisation des plans de prévention au sein de tous les services, départements et directions susceptibles d'être concernés par ces obligations, l'EPML a arrêté une procédure d'élaboration des plans de prévention écrits approuvée par le CHSCT du 26 juin 2012.

Dans le cadre de l'évaluation des pratiques et de l'amélioration continue du système de gestion des risques de l'établissement, cette procédure revue et complétée a été soumise au CHSCT du 10 février 2016. Elle entre dès lors en application.

Cette nouvelle procédure générale comporte trois volets :

- ✓ une procédure d'élaboration du compte rendu d'inspection commune pour les opérations sans travaux dangereux et dont la durée d'intervention totale de toutes les entreprises est inférieure à 400h sur 12 mois ;
- ✓ la procédure d'élaboration du plan de prévention écrit revue lorsque l'opération comporte des travaux dangereux ou lorsque la durée d'intervention totale de toutes les entreprises est supérieure à 400h sur 12 mois ;
- ✓ une procédure d'élaboration du plan de prévention écrit simplifié lorsque l'opération comporte des travaux dangereux mais n'est effectuée que par une seule entreprise sans sous-traitant sur une durée inférieure à 150 heures sur douze mois.

Attention :

Cette procédure ne vaut pas pour les chantiers soumis à coordination en matière de sécurité et de santé des travailleurs avec désignation d'un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS).

Article L. 4532-2 du code du travail : Une coordination en matière de sécurité et de santé des travailleurs est organisée pour tout chantier de bâtiment ou de génie civil où sont appelés à intervenir plusieurs travailleurs indépendants ou entreprises, entreprises sous-traitantes incluses, afin de prévenir les risques résultant de leurs interventions simultanées ou successives et de prévoir, lorsqu'elle s'impose, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

Article L. 4532-4 du code du travail : Le maître d'ouvrage désigne un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé pour chacune des deux phases de conception et de réalisation ou pour l'ensemble de celles-ci.

Jean-Luc Martinez
 Président-Directeur

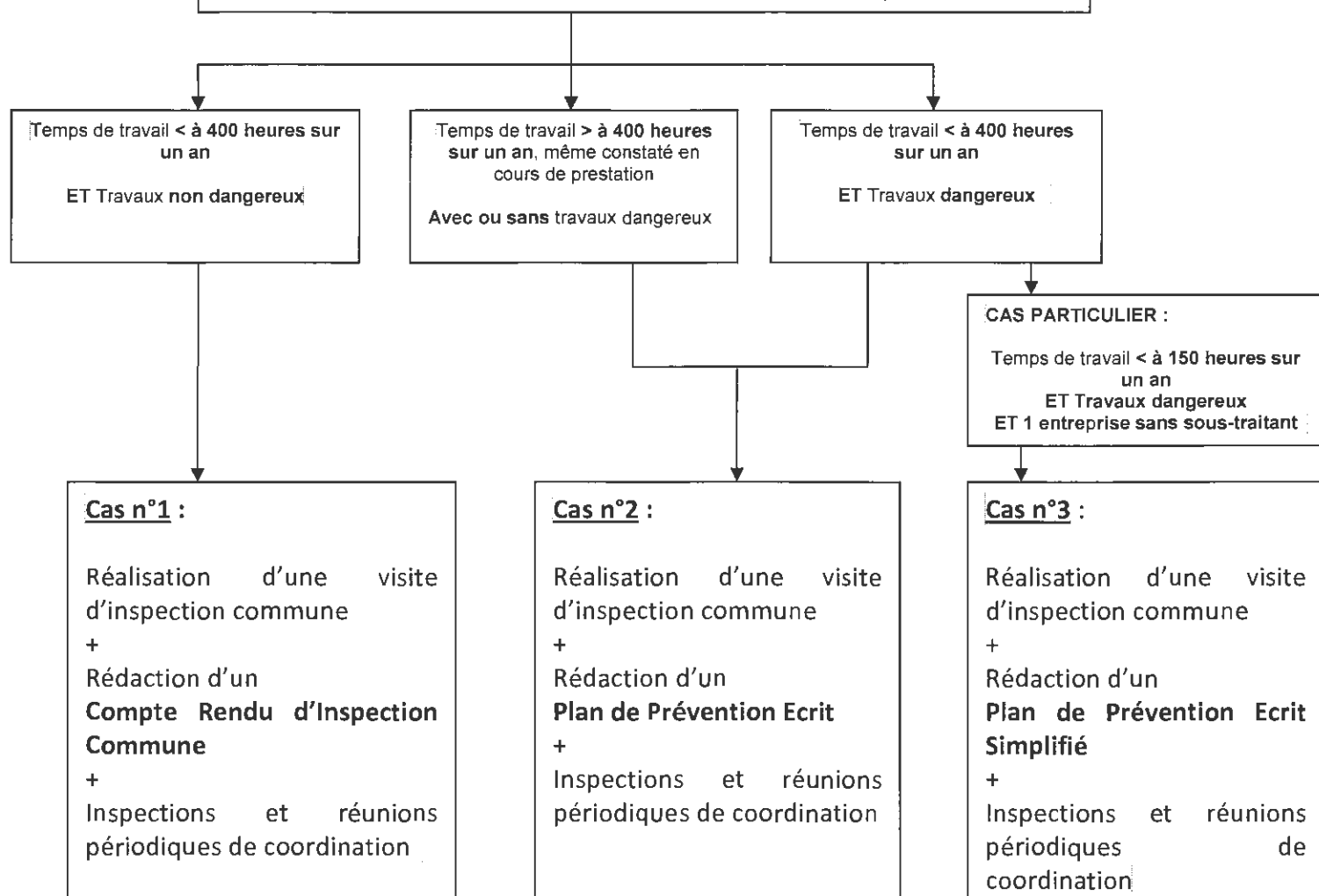
Karim MOUTTALIB
 Administrateur général
 Musée du Louvre

Logigramme d'élaboration des documents écrits

Préambule :

- ✓ Lors de l'établissement des marchés publics, la direction donneuse d'ordre devra mentionner que les dispositions du décret n°92-158 du 20 février 1992 seront à respecter.
- ✓ Chaque direction donneuse d'ordre a la responsabilité de la mise en œuvre de cette procédure. Ainsi, sous l'autorité de son directeur, l'agent en charge de l'opération appliquera cette procédure dans sa direction, avec l'appui des agents du Service d'Appui à la Prévention des Risques et à l'Exploitation (SAPRE), de l'assistant de prévention concerné, du conseiller de prévention et du Service Prévention Sécurité Incendie (SPSI).
- ✓ Le Service d'Appui à la Prévention des Risques et à l'Exploitation (SAPRE) aide, à leur demande, toutes les directions à réaliser les documents obligatoires.
- ✓ Le SAPRE est responsable de leur archivage et de leur mise à disposition de l'inspection du travail, de l'Inspecteur Santé et Sécurité au Travail, des assistants de prévention concernés, du conseiller de prévention, des médecins de prévention et des représentants du personnel au CHSCT.

Co-activité entre l'EPML* et une/plusieurs entreprise(s) extérieure(s)
(Hors chantier soumis à Coordination SPS)



Cas n°1 : Procédure d'élaboration du Compte Rendu d'Inspection Commune

Temps de travail < à 400 heures sur un an ET Travaux non dangereux

Dans le document le « Donneur d'ordre de l'EPML* » sera le directeur ou par délégation, l'agent de l'EPML chargé du suivi de l'opération.

Pour rappel, des formations « Plans de prévention » sont organisées par l'EPML pour les directeurs et les agents en charge d'opérations.

Inspection commune préalable

- Le donneur d'ordre de l'EPML fixe une date d'inspection commune préalable, au moins 5 jours avant le démarrage de l'opération avec le(s) responsable(s) de(s) l'entreprise(s) extérieure(s) et les sous-traitants éventuels. Le SAPRE est sollicité en cas de besoin.
- Au moins 3 jours avant la date de l'inspection commune, le donneur d'ordre invite : les représentants du personnel désignés par le CHSCT, l'assistant de prévention concerné, le Service Prévention Sécurité Incendie (SPSI), l'Inspecteur Santé et Sécurité au Travail (ISST) et met en copie le conseiller de prévention et le SAPRE pour information.
- Le donneur d'ordre de l'EPML et le(s) responsable(s) de(s) l'entreprise(s) extérieure(s) effectuent une inspection commune préalable puis rédigent le compte rendu d'inspection commune en utilisant le modèle Louvre.
- Chaque partie conserve un exemplaire du compte rendu d'inspection commune applicable immédiatement.
- Le donneur d'ordre de l'EPML envoie une copie numérique à son directeur, à l'assistant de prévention concerné, au conseiller de prévention, au SPSI et à l'ISST pour information et au SAPRE pour information et archivage.
- Le directeur, l'assistant de prévention concerné, le conseiller de prévention, le SPSI, l'ISST et le SAPRE peuvent émettre un avis. En cas de modification nécessaire suite aux avis demandés, le donneur d'ordre de l'EPML et le(s) responsable(s) de(s) l'entreprise(s) extérieure(s) rédigent un avenant. Cet avenant fait l'objet de la même diffusion que le document initial.

Attention : Aucune opération ne peut commencer sans que l'inspection commune n'ait été effectuée.

Pendant l'opération

- Le compte rendu d'inspection commune est mis à disposition de l'inspection du travail, de l'ISST, des assistants de prévention concernés, du conseiller de prévention, des médecins de prévention et des membres représentants du personnel au CHSCT.
- Le donneur d'ordre de l'EPML organise des inspections et réunions périodiques de coordination suivant une périodicité à définir (au moins une fois par an et autant de fois que nécessaire en cas de modifications des conditions de travail) avec le(s) responsable(s) de(s) l'entreprise(s) extérieure(s) et sous-traitants éventuels.
- Au moins 3 jours avant la date des inspections et réunions périodiques de coordination, le donneur d'ordre invite : les représentants du personnel désignés par le CHSCT, l'assistant de prévention concerné, le SPSI, l'ISST et met en copie le conseiller de prévention et le SAPRE pour information. En cas d'urgence, ils sont informés sur le champ.
- A l'issue de cette réunion de coordination, un compte rendu est rédigé par le donneur d'ordre de l'EPML. Les mesures éventuelles prises lors des réunions font l'objet d'une mise à jour du compte rendu d'inspection commune. Les avenants seront diffusés comme le document initial.
- Les membres du CHSCT peuvent demander l'organisation d'une inspection et/ou d'une réunion périodique à l'administration. Si elle l'accepte, le donneur d'ordre de l'EPML est informé et organise une inspection et/ou une réunion périodique.

Cas n°2 : Procédure d'élaboration du Plan de Prévention Ecrit

Temps de travail > à 400 heures sur un an, même constaté en cours de prestation **Ou** Réalisation de Travaux dangereux

Dans le document le « Donneur d'ordre de l'EPML* » sera le directeur ou par délégation, l'agent de l'EPML chargé du suivi de l'opération.

Pour rappel, des formations « Plans de prévention » sont organisées par l'EPML pour les directeurs et les agents en charge d'opérations.

Inspection commune préalable

- Le donneur d'ordre de l'EPML fixe une date d'inspection commune préalable, au moins 5 jours avant le démarrage de l'opération, à laquelle il participe avec le SAPRE le cas échéant, le(s) responsable(s) de(s) l'entreprise(s) extérieure(s) et les sous-traitants éventuels.
- Au moins 3 jours avant la date de l'inspection commune, le donneur d'ordre invite : les représentants du personnel désignés par le CHSCT, l'assistant de prévention concerné, le Service Prévention Sécurité Incendie (SPSI), l'Inspecteur Santé et Sécurité au Travail (ISST) et met en copie le conseiller de prévention pour information.
- Le donneur d'ordre de l'EPML, assisté du SAPRE le cas échéant, le(s) responsable(s) de(s) l'entreprise(s) extérieure(s) et les sous-traitants éventuels effectuent une inspection commune préalable puis rédigent un plan de prévention en utilisant le modèle Louvre. Chaque partie conserve un exemplaire du plan de prévention applicable immédiatement.
- Le donneur d'ordre de l'EPML envoie pour information une copie numérique à son directeur, à l'assistant de prévention concerné, au conseiller de prévention, au SPSI, à l'ISST et au SAPRE pour archivage.
- Le directeur, l'assistant de prévention concerné, le conseiller de prévention, le SPSI et l'ISST peuvent émettre un avis. En cas de modification nécessaire suite aux avis demandés, le donneur d'ordre de l'EPML, assisté du SAPRE le cas échéant, et le(s) responsable(s) de(s) l'entreprise(s) extérieure(s) rédigent un avenant. Le donneur d'ordre le transmet aux intéressés.

Attention : Toute opération soumise à un plan de prévention écrit ne peut commencer sans qu'il ne soit établi au préalable.

Pendant l'opération

- Le plan de prévention est mis à disposition de l'inspection du travail, de l'ISST, des assistants de prévention concernés, du conseiller de prévention, des médecins de prévention et des représentants du personnel au CHSCT.
- Le donneur d'ordre de l'EPML organise avec le responsable de l'entreprise extérieure, des inspections et réunions périodiques de coordination au moins tous les trois mois lorsque l'ensemble des opérations des entreprises extérieures présentes dans l'établissement conduit à l'emploi de travailleurs pour une durée totale supérieure à 90 000 heures pour les douze mois à venir. Le donneur d'ordre est assisté du SAPRE.
- Dans les autres cas, le donneur d'ordre de l'EPML organise des inspections et réunions périodiques de coordination suivant une périodicité à définir (au moins une fois par an et autant de fois que nécessaire en cas de modifications des conditions de travail), avec le(s) responsable(s) de l'entreprise extérieure et les sous-traitants éventuels. Le donneur d'ordre est assisté du SAPRE le cas échéant.
- Au moins 3 jours avant la date des inspections et réunions périodiques de coordination, le donneur d'ordre invite : l'assistant de prévention concerné, le SPSI, l'ISST, les représentants du personnel désignés par le CHSCT et met en copie le conseiller de prévention pour information.
- A l'issue de ces réunions de coordination, un compte rendu est rédigé par le donneur d'ordre de l'EPML, assisté du SAPRE le cas échéant. Les mesures éventuelles prises lors des réunions font l'objet d'une mise à jour du plan de prévention. Les avenants seront diffusés comme le document initial.
- Les membres du CHSCT peuvent demander l'organisation d'une inspection et/ou d'une réunion périodique à l'administration. Si elle l'accepte, le donneur d'ordre de l'EPML est informé et organise une inspection et/ou une réunion périodique.

Cas n°3 : Procédure d'élaboration du Plan de Prévention Ecrit Simplifié

Temps de travail < à 150 heures sur un an ET Travaux dangereux ET 1 entreprise sans sous-traitant

Dans le document le « Donneur d'ordre de l'EPML* » sera le directeur ou par délégation, l'agent de l'EPML chargé du suivi de l'opération.

Pour rappel, des formations « Plans de prévention » sont organisées par l'EPML pour les directeurs et les agents en charge d'opérations.

Inspection commune préalable

- Le donneur d'ordre de l'EPML fixe une date d'inspection commune préalable, au moins 5 jours avant le démarrage de l'opération, à laquelle il participe avec le SAPRE le cas échéant, le responsable de l'entreprise extérieure.
- Au moins 3 jours avant la date de l'inspection commune, le donneur d'ordre invite : les représentants du personnel désignés par le CHSCT, l'assistant de prévention concerné, le Service Prévention Sécurité Incendie (SPSI), l'Inspecteur Santé et Sécurité au Travail (ISST) et met en copie le conseiller de prévention pour information.
- Le donneur d'ordre de l'EPML, assisté du SAPRE le cas échéant, le responsable de l'entreprise extérieure effectuent une inspection commune préalable puis rédigent un plan de prévention « simplifié » en utilisant le modèle Louvre. Chaque partie conserve un exemplaire du plan de prévention « simplifié » applicable immédiatement.
- Le donneur d'ordre de l'EPML envoie pour information une copie numérique à son directeur, à l'assistant de prévention concerné, au conseiller de prévention, au SPSI, à l'ISST et au SAPRE pour archivage.
- Le directeur, l'assistant de prévention concerné, le conseiller de prévention, le SPSI et l'ISST peuvent émettre un avis. En cas de modification nécessaire suite aux avis demandés, le donneur d'ordre de l'EPML, assisté du SAPRE le cas échéant, et le responsable de l'entreprise extérieure rédigent un avenant. Le donneur d'ordre le transmet aux intéressés.

Attention : Toute opération soumise à un plan de prévention écrit ne peut commencer sans qu'il ne soit établi au préalable.

Pendant l'opération

- Le plan de prévention « simplifié » est mis à disposition de l'inspection du travail, de l'ISST, des assistants de prévention concernés, du conseiller de prévention, des médecins de prévention et des représentants du personnel au CHSCT.
- Le donneur d'ordre de l'EPML organise des inspections et réunions périodiques de coordination suivant une périodicité à définir (autant de fois que nécessaire en cas de modifications des conditions de travail), avec le responsable de l'entreprise extérieure. Le donneur d'ordre est assisté du SAPRE.
- Au moins 3 jours avant la date des inspections et réunions périodiques de coordination, le donneur d'ordre invite : l'assistant de prévention concerné, le SPSI, l'ISST, les représentants du personnel désignés par le CHSCT et met en copie le conseiller de prévention pour information.
- A l'issue de ces réunions de coordination, un compte rendu est rédigé par le donneur d'ordre de l'EPML, assisté du SAPRE le cas échéant. Les mesures éventuelles prises lors des réunions font l'objet d'une mise à jour du plan de prévention « simplifié ». Les avenants seront diffusés comme le document initial.
- Les membres du CHSCT peuvent demander l'organisation d'une inspection et/ou d'une réunion périodique à l'administration. Si elle l'accepte, le donneur d'ordre de l'EPML est informé et organise une inspection et/ou une réunion périodique.

Annexe : Travaux dangereux

Article 1 de l'Arrêté du 19 mars 1993 fixant, en application de l'article R. 4512-7 du code du travail, la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi par écrit un plan de prévention :

Un plan de prévention est établi par écrit dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article R. 4512-7 du code du travail pour les travaux dangereux ci-après énumérés :

1. Travaux exposant à des rayonnements ionisants.
2. Travaux exposant à des substances et préparations explosives, comburantes, extrêmement inflammables, facilement inflammables, très toxiques, toxiques, nocives, cancérogènes, mutagènes, toxiques vis-à-vis de la reproduction, au sens des articles R. 4411-2 à R4411-6 du code du travail.
3. Travaux exposant à des agents biologiques pathogènes.
4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.
5. Travaux de maintenance sur les équipements de travail, autres que les appareils et accessoires de levage, qui doivent faire l'objet des vérifications périodiques prévues aux articles R4323-23 à R4324-27, R4535-7 et R4721-11 du code du travail, ainsi que les équipements suivants :
-véhicules à benne basculante ou cabine basculante ;
-machines à cylindre ;
-machines présentant les risques définis aux articles R4324-18 à R4324-20 du code du travail.
6. Travaux de transformation au sens de la norme NF P 82-212 sur les ascenseurs, monte-charge, escaliers mécaniques, trottoirs roulants et installations de parcage automatique de voitures.
7. Travaux de maintenance sur installations à très haute ou très basse température.
8. Travaux comportant le recours à des ponts roulants ou des grues ou transtockeurs.
9. Travaux comportant le recours aux treuils et appareils assimilés mus à la main, installés temporairement au-dessus d'une zone de travail ou de circulation.
10. Travaux exposant au contact avec des pièces nues sous tension supérieure à la T. B. T.
11. Travaux nécessitant l'utilisation d'équipements de travail auxquels est applicable l'article R. 4323-17 du code du travail.
12. Travaux du bâtiment et des travaux publics exposant les travailleurs à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres, au sens de l'article 5 du décret n° 65-48 du 8 janvier 1965.
13. Travaux exposant à un niveau d'exposition sonore quotidienne supérieure à 90 dB (A) ou à un niveau de pression acoustique de crête supérieure à 140 dB.
14. Travaux exposant à des risques de noyade.
15. Travaux exposant à un risque d'ensevelissement.
16. Travaux de montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, visés à l'article 170 du décret n° 65-48 du 8 janvier 1965.
17. Travaux de démolition.
18. Travaux dans ou sur des cuves et accumulateurs de matière ou en atmosphère confinée.
19. Travaux en milieu hyperbare.
20. Travaux nécessitant l'utilisation d'un appareil à laser d'une classe supérieure à la classe 3 A selon la norme NF EN 60825 ;
21. Travaux de soudage oxyacétylénique exigeant le recours à un permis de feu.